

Le secteur bancaire soutient la réalisation des objectifs de l'ONU

Les banques contribuent à l'émergence d'un monde plus social et plus écologique en favorisant les placements financiers durables, un marché en croissance. Leur devoir de diligence envers les clients et les fournisseurs est également d'une grande importance.

Christian Leitz

Abrégé Les investissements nécessaires à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD), fixés par l'ONU, oscillent entre 5 et 7 billions d'USD par an. Une telle opération exige donc la participation active du secteur financier. Les banques intègrent les enjeux écologiques et sociétaux dans leur gestion des risques en mettant en œuvre des mesures de détection précoce, d'évaluation et de surveillance. Elles développent et distribuent une variété croissante de produits et de services financiers durables. En 2014, le marché mondial des placements durables atteignait 21,4 billions d'USD.

Faim, pauvreté, changement climatique, santé, inégalités... Les Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU, entrés en vigueur au début 2016, illustrent clairement les défis écologiques et sociétaux auxquels notre monde est confronté. Ils sont toutefois bien davantage qu'une simple énumération de problèmes à résoudre. Les 17 ODD visent à encourager la croissance économique mondiale et à promouvoir un développement durable pour la planète et l'humanité.

L'ONU a tenté de chiffrer l'ampleur des défis qui attendent l'humanité. Pour atteindre les objectifs fixés, les besoins d'investissement oscillent entre 5 et 7 billions d'USD par an, soit 7 à 10 % du produit intérieur brut mondial. L'ONU estime que le secteur privé – dont la branche financière – doit impérativement être associé à ce processus. Cela n'est guère surprenant au vu des chiffres évoqués.

Comment les banques traitent-elles les problèmes écologiques et sociétaux ? La gestion des risques revêt désormais une importance cruciale en la matière. Pour y répondre, les banques ont introduit des processus et des outils de détection précoce, d'évaluation et de surveillance.

Elles procèdent à des contrôles de diligence raisonnable, afin de mieux comprendre les directives et les comportements de leurs clients et fournisseurs, ainsi que les répercussions qu'ils pourraient avoir en matière d'environnement et de droits de l'homme. UBS effectue une analyse détaillée des données d'entreprises associées à de tels risques, notamment par le biais d'un outil de conformité disponible sur Internet. Les collaborateurs de la banque peuvent l'utiliser avant d'ouvrir une nouvelle relation d'affaires – avec un client ou un fournisseur – ou de conclure une transaction. Les contrôles systématiques effectués par cet instrument permettent d'identifier les risques potentiels avec une bien meilleure efficacité.

Le Groupe de Thoue met l'accent sur les droits de l'homme

La relation entre l'économie et les droits de l'homme est une thématique complexe dont la promotion exige une coopération étroite entre les établissements bancaires. C'est la raison pour laquelle UBS, en collaboration avec d'autres banques actives à l'échelon international, a créé en 2011 le Groupe de Thoue (ainsi nommé en référence à son lieu de rassemblement annuel), afin d'échanger régulièrement des expériences et d'examiner les possibilités de mise en œuvre des Principes directeurs de l'ONU relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. Dans le cadre de ces échanges dynamiques sur les préceptes onusiens et sur leur mise en œuvre, le groupe a déjà publié deux documents de discussion. Ceux-ci contiennent notamment des réflexions sur les procédures de

vigilance ainsi qu'un cadre conceptuel permettant d'évaluer l'importance et la portée des Principes directeurs pour les établissements actifs dans le domaine de la banque de financement et d'investissement.

Le débat sur l'économie et les droits de l'homme a rapidement pris de l'ampleur depuis la publication des Principes directeurs de l'ONU. Cela s'est traduit par une forte participation des gouvernements, des entreprises et de la société civile au Forum des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'homme, à Genève. Cette manifestation est la plus importante au monde consacrée à l'économie et aux droits de l'homme. Elle a attiré l'automne dernier quelque 2300 participants qui ont débattu de sujets comme les droits de l'homme dans les marchés publics, l'industrie financière ou la migration de la main-d'œuvre.

Outre la question des droits de l'homme, le changement climatique occupe une place privilégiée dans l'agenda écologique et sociétal des sociétés financières. Le Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (Task Force on Climate-related Financial Disclosures, TCFD) du Conseil de stabilité financière revêt à cet égard une importance particulière. Ce groupe, créé à l'initiative du gouverneur de la Banque d'Angleterre, a publié en décembre dernier ses recommandations sur l'information financière en lien avec les changements climatiques. Celles-ci portaient sur quatre thèmes clés – « gouvernance », « stratégie », « gestion des risques » ainsi que « chiffres clés et objectifs ». Ces recommandations ont pour but d'encourager les entreprises à publier des informations concernant les répercussions du changement climatique sur leur stratégie et leurs activités. Cela doit permettre aux investisseurs et à d'autres parties prenantes de mieux comprendre les défis posés par le changement climatique et de prendre des décisions à long terme en toute connaissance de cause.

Placements durables : un marché en expansion

La demande de produits et de services financiers durables a augmenté au cours des dernières années. Dans le domaine du changement

climatique en particulier, de nombreux produits financiers sont consacrés à la lutte contre ce phénomène, ce qui crée un lien évident entre le rendement et la durabilité. En 2014, le marché mondial des placements durables atteignait 21,4 billions d'USD. Le secteur financier suisse joue depuis des années un rôle prépondérant dans ce domaine.

Cet accent porté sur les placements durables permet de boucler la boucle des ODD, en fonction notamment des énormes besoins d'investissement mentionnés plus haut. Pour satisfaire cette demande, la branche doit imaginer, lancer ou soutenir des solutions financières novatrices, évolutives et reproductibles. Différents critères s'appliquent aux placements durables. Les produits les plus connus sont soumis à une procédure de sélection structurée et rigoureuse. Celle-ci englobe à la fois la sélection négative (application de critères d'exclusion) et différentes formes de sélection positive fondées sur le principe du « meilleur de sa catégorie » (selon des critères environnementaux, sociétaux et de gouvernance, ESG), les placements thématiques ou l'intégration des critères extrafinanciers (dont les ESG).

Parmi les innovations prometteuses, l'investissement à impact sociétal permet aux clients privés de viser à la fois un rendement financier concurrentiel et un retour sociétal mesurable. Les fonds entrant dans cette catégorie illustrent la manière dont le secteur financier répond – avec l'aide de ses clients – aux défis écologiques et sociétaux actuels. C'est le cas notamment de l'UBS Oncology Impact Fund, qui soutient des entreprises actives dans le développement de nouveaux traitements anticancéreux.

Parmi les innovations prometteuses, on trouve l'investissement à impact sociétal.



Christian Leitz

Directeur de la responsabilité sociale de l'entreprise, UBS, Zurich, et organisateur du Groupe de Thourne